



Conseil économique et social

Distr. générale
24 octobre 2018
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante-septième session

11-21 février 2019

Suite donnée au Sommet mondial

pour le développement social et à la vingt-
quatrième session extraordinaire de l'Assemblée
générale : thème prioritaire : lutter

contre les inégalités et les obstacles à l'inclusion
sociale au moyen des politiques budgétaires
et salariales et des politiques de protection sociale

Déclaration présentée par Congregations of St. Joseph, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Introduction

La présente déclaration est un recueil de rapports établis par Sisters of St. Joseph à la faveur de l'œuvre qu'elle mène dans le monde entier auprès de personnes exclues du point de vue social et économique, lesquels mettent en avant le fait que, pour créer une société juste et inclusive, il est essentiel de permettre un accès universel aux prestations de base suivantes : allocations familiales et pour enfants à charge, prestations de maternité et congé parental, assistance-chômage, éducation et formation professionnelle, indemnités en cas d'accident du travail ou de maladie, assurance médicale et prestations de vieillesse, d'invalidité et de survivants.

La protection sociale profite non seulement aux personnes et aux ménages, mais également aux États-nations et à leur économie. Sans protection sociale, le fait de tomber malade, de perdre un emploi, d'occuper un poste mal rémunéré, de se blesser ou d'avoir un enfant peut plonger une personne ou un ménage dans une exclusion sociale et économique insurmontable. En outre, la protection sociale est bonne pour l'environnement car elle empêche la création de circonstances désespérées qui poussent les populations à adopter des modes d'extraction et de production écologiquement nocifs et non viables.

Objectif

Trop souvent, l'exercice du droit fondamental à la protection sociale est compromis par des priorités économiques, budgétaires et politiques concurrentes. Les rapports soumis par Sisters of St. Joseph appellent un dialogue et une réflexion critique portant sur la manière dont la myopie de certaines priorités gouvernementales peut priver certaines personnes de protection sociale et ainsi déstabiliser la société et freiner la participation économique. Nous demandons aux gouvernements d'adopter des politiques considérant le fait d'investir dans la protection sociale non pas comme une charge financière mais comme un moyen de stimuler un développement social et économique sain.

Contexte

Entre les années 1940 et les années 1960, à la suite de la Grande Dépression et des deux guerres mondiales, nombre d'économies avancées ont exprimé leur attachement nouveau à la solidarité sociale en créant l'État-providence. Cette époque fut marquée par l'accent inédit que les gouvernements placèrent sur des protections sociales telles que les allocations de chômage, les allocations familiales et pour enfants à charge, les prestations de vieillesse et, dans certains cas, l'assurance médicale.

Cependant, depuis 1980, un nouvel ordre économique international s'est imposé. Cet ordre, dénommé « consensus de Washington », est fondé sur une croissance tirée par le marché et mise sur la réduction de l'investissement public en faveur de la protection sociale et la baisse des taux d'imposition pour optimiser la croissance économique. Du fait de ce basculement idéologique, les protections sociales se sont affaiblies à mesure que les économies avancées ont privilégié les réductions d'impôts, la dérèglementation et la privatisation et que les économies en développement se sont vu imposer des programmes d'ajustement structurel.

Aujourd'hui, le sentiment selon lequel l'ordre économique actuel n'est plus au service de l'être humain et de la planète est de plus en plus répandu. Dans nombre de

pays à faible revenu, seuls les envois de fonds de travailleurs migrants souvent exploités dans les pays hôtes viennent soutenir la modeste protection sociale. Dans les pays à plus haut revenu, la croissance des salaires réels est faible, le travail précaire est de plus en plus fréquent et les sociétés multinationales étranglent les petites entreprises locales, ce qui alimente de fortes inégalités et un taux d'exclusion socioéconomique élevé, contribuant ainsi à la montée d'un populisme empreint de racisme et d'intolérance ethnique.

Des gouvernements et des organisations internationales telles que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale insistent désormais sur l'importance d'une croissance profitant à tous, mais la croissance du produit intérieur brut ne suffit pas. Il faut répartir équitablement les fruits du développement économique, tout en prenant soin de la planète.

Principales tendances préoccupantes

La plupart de ceux qui vivent dans la pauvreté ont un emploi, mais ne gagnent simplement pas assez d'argent pour subvenir à leurs besoins essentiels. On ne saurait faire l'économie de programmes de protection sociale complets et universels, car l'économie mondiale n'offre pas aux travailleurs et à leur famille une rémunération qui leur permette d'accéder aux ressources et aux possibilités nécessaires pour participer pleinement à la vie de la société.

Tout en affirmant avec vigueur qu'une protection sociale profitant à tous est nécessaire, les membres de Sisters of St. Joseph du monde entier expriment dans leurs rapports leur préoccupation face aux obstacles qui entravent l'accès de certains groupes à la protection sociale.

Travailleurs informels

Les travailleurs informels subissent généralement une double peine. En effet, ils perçoivent un revenu insuffisant, mais ils sont aussi bien plus exposés au risque de ne pas bénéficier d'une protection sociale adéquate, en particulier lorsque les prestations sont fournies dans le cadre d'un système contributif lié à l'emploi formel. Cette structure politique aggrave l'exclusion sociale et économique.

Personnes ayant recours aux services d'assistance sociale

Les mesures d'austérité entraînent des réductions de dépenses dans le domaine de l'assistance sociale, ce qui déstabilise la vie de personnes et de ménages qui peinent déjà à survivre. Elles placent les parents face à des choix impossibles tels que nourrir leurs enfants ou payer le loyer, trouver un emploi informel ou s'occuper de leurs enfants en bas âge, abandonner leurs enfants ou vivre dans des endroits dangereux, ou encore obtenir une ordonnance pour un proche malade ou perdre leur logement.

Migrants

Chaque personne et chaque famille a ses propres raisons de migrer, mais la décision est également influencée par des facteurs mondiaux tels que l'absence de travail décent, les pressions environnementales liées aux changements climatiques, la guerre, la violence et la faim. Lorsque leurs droits sont respectés, les migrants contribuent souvent de façon considérable au développement social et économique de leur pays hôte, ainsi qu'à celui de leur pays d'origine grâce aux envois de fonds.

La plupart des migrants possèdent les documents nécessaires pour vivre et travailler dans leur pays hôte. Cependant, une importante minorité d'entre eux, le plus souvent des personnes qui ont quitté leur foyer dans des circonstances chaotiques, n'est pas dans ce cas. Or, il est généralement indispensable d'avoir un statut officiel au regard de l'immigration pour bénéficier de services sociaux essentiels. De ce fait, trop de personnes se trouvent dans une situation dangereuse et sont vulnérables à l'exploitation et à la violence. En effet, même lorsque leur statut est officiellement reconnu, les travailleurs migrants sont souvent privés de protection sociale, soit par la loi soit dans la pratique.

Personnes rencontrant des obstacles en raison de leur sexe

Dans leurs rapports, nos membres décrivent les obstacles qui empêchent l'accès des femmes à la protection sociale. Par exemple, elles sont souvent responsables au premier chef de la garde des enfants et des tâches ménagères, ce qui peut les écarter du marché du travail formel et renforcer leur participation au marché du travail informel. Même lorsqu'elles occupent un emploi formel, les femmes sont généralement moins bien rémunérées que les hommes. Étant donné que les régimes de prestations sociales en faveur des travailleurs sont souvent de type contributif, cette situation nuit à l'accès des femmes à la protection sociale.

En outre, les personnes transgenres et intersexes figurent souvent parmi les catégories les plus marginalisées en matière d'accès aux prestations sociales, au logement, aux soins de santé et à la sécurité alimentaire, ce qui tient à la fois au fait qu'elles sont exclues du marché de l'emploi formel et à un contexte général de discrimination qui les expose au sans-abrisme et à la violence tout en entravant leur accès à des services de proximité.

Personnes rencontrant des obstacles en raison de leur race ou de leur appartenance ethnique

Les personnes appartenant à des minorités raciales ou à des ethnies marginalisées sont également exclues du marché du travail formel. En outre, les discriminations et la crainte des violences verbales ou physiques à caractère raciste peuvent les empêcher d'accéder aux informations, aux réseaux sociaux, aux services et aux programmes d'appui.

Personnes handicapées

De nombreux pays n'offrent aucune prestation aux personnes handicapées. Ailleurs, des avantages sociaux existent mais les systèmes d'évaluation du handicap les rendent moins accessibles. Dans leurs rapports, nos membres décrivent de nombreux cas de personnes désespérées par les lourdeurs bureaucratiques. Les prestations disponibles sont parfois si peu connues de la population que les personnes handicapées en ignorent l'existence.

Les personnes atteintes de maladies mentales ou de toxicomanie sont souvent victimes de discriminations, de stigmatisation, de préjugés et de stéréotypes négatifs lorsqu'elles tentent d'accéder aux services ou d'utiliser les infrastructures. Elles sont souvent exclues du marché de l'emploi formel et ont un accès réduit à la protection sociale. En outre, en période d'austérité, ce sont les soins en leur faveur qui sont le plus durement touchés par la réduction des budgets de la santé.

Personnes âgées

Bien que beaucoup de pays aient largement amélioré l'accès des personnes âgées à une pension de retraite, le montant des pensions ne suffit généralement pas à

sortir ces personnes de la pauvreté. En particulier, les femmes et les travailleurs informels sont trop souvent exclus de la protection offerte par des régimes de retraite financés par les contributions des travailleurs. En outre, les régimes subordonnés à la vérification des moyens et financés par l'impôt suffisent rarement à garantir une protection sociale et économique lorsqu'ils existent.

La prise en charge de longue durée des personnes âgées est également un sujet particulièrement préoccupant. Dans de nombreux pays, les personnes âgées qui ont besoin d'une telle prise en charge n'y ont pas accès et, lorsque des services sont accessibles, leur qualité est souvent insuffisante et les soignants sont trop peu nombreux.

Personnes vivant en milieu rural

Les rapports indiquent que les petites communautés rurales ont souvent moins facilement accès à un enseignement de qualité, aux soins de santé, aux infrastructures de communication et de transport voire parfois à l'eau potable et à l'assainissement. Les régions rurales ont besoin de politiques de protection sociale adaptées à leurs spécificités et à leurs besoins.

Notre vision

Congregations of the Sisters of St. Joseph est conscient de l'influence profonde de l'économie mondiale sur le monde, et en particulier sur l'être humain et la planète. Nous déplorons l'écart grandissant entre riches et pauvres, nous condamnons l'imprudence de ceux qui usent et abusent de la planète et la mettent au service de la croissance économique et nous dénonçons l'étroitesse d'esprit des chefs d'entreprise et des dirigeants politiques qui s'évertuent à privilégier la croissance économique. Nous demandons que soit établi un nouveau modèle économique qui soit au service de l'être humain et de la planète et qui permette de redistribuer les richesses de façon équitable tout en respectant les cycles biologiques et les limites de la planète.

Des politiques de protection sociale robustes mettent les personnes à l'abri de l'exclusion sociale et économique et stimulent des modes de consommation et de production sains qui permettent à chacun de subvenir à ses besoins et de participer à la vie de la société. Les gouvernements ne devraient pas considérer le fait d'investir dans la protection sociale comme une charge financière mais comme un moyen de stimuler un développement économique sain.

Recommandations

- En ce qui concerne l'élaboration des politiques relatives aux prestations de protection sociale :

Reconnaître les formes croisées de violence et de discrimination ancrées dans la société, notamment les stéréotypes sexistes, le racisme, le capacitisme, l'âgisme et les préjugés de classe ;

Tenir compte de la race, du genre, de l'orientation sexuelle, du handicap et de la classe sociale des bénéficiaires dans l'élaboration et l'application des programmes afin de réduire les obstacles à l'accès aux services ;

Mener des campagnes de sensibilisation contre le racisme, les oppressions sexistes, le capacitisme, le dénigrement des pauvres, la xénophobie et la stigmatisation.

- En ce qui concerne l'application des politiques de protection sociale :

Étendre les dispositifs de protection sociale financés par l'impôt et créer des avantages transférables en faveur des travailleurs informels et de ceux qui sont exclus du marché du travail formel ;

Veiller à ce que les prestations de protection sociale permettent aux personnes de sortir de la pauvreté ;

La protection sociale universelle renforce la cohésion sociale et l'adhésion aux programmes. Lorsque les programmes de protection sociale ne profitent qu'aux personnes vivant dans la pauvreté, la population générale y est moins favorisée et les bénéficiaires sont plus souvent stigmatisés. En règle générale, le financement de tels programmes devient insuffisant, ce qui nuit à leur qualité ;

Tirer des enseignements des programmes de protection sociale appliqués par la société civile, notamment des nouveaux modèles de prestation de soins de santé mentale, et appliquer ces programmes à grande échelle.

Conclusion

Tout comme la protection sociale est indispensable à la réalisation des objectifs de développement durable, les indicateurs relatifs à ces objectifs sont un outil utile dont les pays devraient tirer parti pour déterminer si leurs programmes de protection sociale sont assez solides et complets. Les mesures de protection sociale devraient être considérées comme un pilier indispensable à la croissance économique et non comme un intérêt concurrent pouvant la compromettre.
